

Département de l'Ardèche

Arrondissement de Privas

**Nombre de
membres :**
en exercice : 23
présents : 19
votants : 23

**Date de la
convocation :**
7 février 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 13 FEVRIER 2023

Délibération N° 20230213-01

Le **treize février deux mille vingt-trois**, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à 19 heures 30, à l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Christophe VIGNAL, Maire.

Etaient présents :

Christophe VIGNAL - Marielle DURAND - Gilbert MOULIN - Valérie DUPRE - Dominique GERARD - Pascal RUEL - Cécile MARTIN - Jean Marc FEOUGIER - Patrick HAOND - Fabien FERRIER - Christelle ARNOL - Luc MESEGUER - Cécile FAURE - Sébastien CASADO - Guillaume SARTRE - Vasilica POPA - Amélie PERRIN - Annabelle MOCQUARD - Angélique MEGNANT

Etaient excusés et avaient donné procuration : Gérard AMBERT à Fabien FERRIER - Pauline MANEVAL à Luc MESEGUER - Myriam SALHI à Christophe VIGNAL - Valérie MOULIN à Christelle ARNOL

Secrétaire de séance :

Cécile MARTIN

TRAVAUX DE RENOVATION DE LA TOITURE DE LA MAISON DU COMPLEXE LILI MOINS - Autorisation de demander des subventions auprès de l'Etat et du Département de l'Ardèche - 75/subventions

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil l'existence d'un bien communal situé au complexe Lili Moins qui abrite les activités de l'association du Soleil Pouzinois.

Ce bien est une ancienne maison d'habitation, en mauvais état qui nécessite d'importants travaux de toiture.

Le projet consiste à rénover entièrement la toiture, y compris la charpente et l'étanchéité de l'ensemble du bâtiment.

La commune en profiterait pour refaire le faux plafond en régie.

Le montant total prévisionnel de cette opération s'élève à 59 667€ HT, dont 3 139€ HT pour les travaux en régie.

Mr le Maire informe également les membres du Conseil de la possibilité de bénéficier d'une aide de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2023 ainsi qu'une aide du Département de l'Ardèche.

Considérant l'intérêt de ce projet, il est proposé de déposer les dossiers de demande de subvention correspondants.

Mr le Maire précise que le projet serait proposé à la CAPCA dans le cadre du Contrat de Relance et de Transition Ecologique et s'inscrit dans les fiches actions de l'Opération de Revitalisation de Territoire du dispositif Petites Villes de Demain.

Mr le Maire invite le Conseil à se prononcer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré (23 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- **Approuve** le projet de travaux de rénovation de la toiture de l'ancienne maison du complexe Lili Moins pour un montant estimé à 59 667€ HT;
- **Charge** Mr le Maire de proposer le dossier dans le cadre de Petites Villes de Demain et du CRTE ;
- **Charge** Mr le Maire de solliciter une subvention DETR 2023 ;
- **Charge** Mr le Maire de solliciter une subvention auprès du Département de l'Ardèche ;
- DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Le registre est signé par les membres présents,*

Le Maire,

Christophe VIGNAL



**Délibération rendue
exécutoire après :**
Transmission en Préfecture
le : 15/02/2023
Affichage le : 15/02/2023

**Nombre de
membres :**
en exercice : 23
présents : 19
votants : 23

**Date de la
convocation :**
7 février 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 13 FEVRIER 2023

Délibération N° 20230213-02

Le treize février deux mille vingt-trois, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à 19 heures 30, à l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Christophe VIGNAL, Maire.

Etaient présents :

Christophe VIGNAL - Marielle DURAND - Gilbert MOULIN - Valérie DUPRE - Dominique GERARD - Pascal RUEL - Cécile MARTIN - Jean Marc FEOUGIER - Patrick HAOND - Fabien FERRIER - Christelle ARNOL - Luc MESEGUER - Cécile FAURE - Sébastien CASADO - Guillaume SARTRE - Vasilica POPA - Amélie PERRIN - Annabelle MOCQUARD - Angélique MEGNANT

Etaient excusés et avaient donné procuration : Gérard AMBERT à Fabien FERRIER - Pauline MANEVAL à Luc MESEGUER - Myriam SALHI à Christophe VIGNAL - Valérie MOULIN à Christelle ARNOL

Secrétaire de séance :

Cécile MARTIN

ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN - Autorisation de lancer une consultation - 11/Marchés publics

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil que chaque année, la commune achète pour environ 20 000 € H.T. de produits d'entretien afin d'assurer le nettoyage des bâtiments publics.

Dans le cadre de la politique d'achat engagée sur la commune, Mr le Maire propose de lancer une consultation pour un marché public.

Il est proposé de procéder, conformément au Code de la Commande Publique et au règlement interne des achats à procédure adaptée communal, à une consultation pour un marché selon la procédure adaptée et non selon une procédure formalisée.

La souplesse administrative offerte par cette procédure suppose, de la part du Conseil Municipal, une délégation de compétence à Mr le Maire.

Le Code Général des Collectivités Territoriales permet au Conseil Municipal de charger le Maire « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ».

Aussi, dans un souci d'efficacité et de réactivité de la commune en matière de commande publique, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de lui attribuer la délégation de

compétence autorisée par l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales pour conduire ce marché public.

Par ailleurs, conformément aux articles R2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique, il est proposé de lancer un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire pour une durée de trois années.

Mr le Maire invite le Conseil à se prononcer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré (23 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- **Approuve** le projet de marché de fourniture à bons de commande de produits d'entretien pour trois années,
- **Autorise** Mr le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché tel que décrit dans la présente délibération,
- **Charge** Mr le Maire de rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal des décisions prises en vertu de la présente délégation de pouvoir.
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Le registre est signé par les membres présents,*

Le Maire,

Christophe VIGNAL



**Délibération rendue
exécutoire après :**
Transmission en Préfecture
le : 15/02/2023
Affichage le : 15/02/2023

Département de l'Ardèche

Arrondissement de Privas

**Nombre de
membres :**
en exercice : 23
présents : 19
votants : 23

**Date de la
convocation :**
7 février 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 13 FEVRIER 2023

Délibération N° 20230213-03

Le **treize février deux mille vingt-trois**, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à 19 heures 30, à l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Christophe VIGNAL, Maire.

Etaient présents :

Christophe VIGNAL - Marielle DURAND - Gilbert MOULIN - Valérie DUPRE - Dominique GERARD - Pascal RUEL - Cécile MARTIN - Jean Marc FEOUGIER - Patrick HAOND - Fabien FERRIER - Christelle ARNOL - Luc MESEGUER - Cécile FAURE - Sébastien CASADO - Guillaume SARTRE - Vasilica POPA - Amélie PERRIN - Annabelle MOCQUARD - Angélique MEGNANT

Etaient excusés et avaient donné procuration : Gérard AMBERT à Fabien FERRIER - Pauline MANEVAL à Luc MESEGUER - Myriam SALHI à Christophe VIGNAL - Valérie MOULIN à Christelle ARNOL

Secrétaire de séance :

Cécile MARTIN

ATELIERS CHANTIER D'INSERTION 2023 - Convention avec ACCES EMPLOI -

14/autres contrats

Mr le Maire rappelle aux membres du Conseil que la commune fait régulièrement appel à des structures associatives afin de bénéficier d'Ateliers d'Insertion, avec pour objet principal l'insertion professionnelle des agents composants les brigades d'intervention.

Dans le cadre de l'organisation du travail des services techniques sur l'année 2023 et dans le but de mieux gérer les pics d'activité, notamment au service des Espaces Verts, Mr le Maire propose de recourir aux ateliers d'insertion sur 9 semaines en 2023 avec l'association ACCESEMPLOI.

Mr le Maire précise que la subvention versée en contrepartie des travaux s'élève à 2 500€ par semaine de travail.

Mr le Maire présente le projet de convention, joint à la présente délibération.

Mr le Maire invite le Conseil à délibérer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré (23 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- Approuve la convention telle que décrite dans la présente délibération,
- Autorise Mr le Maire à signer ladite convention avec l'association ACCESEMPLOI,
- Dit que les crédits sont inscrits au budget.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Le registre est signé par les membres présents,*

Le Maire,

Christophe VIGNAL



**Délibération rendue
exécutoire après :**
Transmission en Préfecture
le : 15/02/2023
Affichage le : 15/02/2023

CONVENTION de subvention en contrepartie de travaux

Entre

La Commune de Le Pouzin, représentée par M. Christophe VIGNAL, en qualité de Maire et dénommée « la commune » dans la présente convention.

Et

L'Association ACCES Emploi Services, représentée par M. Daniel SUSZWALAK en qualité de Président, et dénommée « l'association » dans la présente convention.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION - DEFINITION DE LA MISSION

Dans le cadre du programme des chantiers de la commune, celle-ci s'engage à fournir **[9]** (**neuf**) semaines de travail entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023 à l'association, dans le cadre de son activité Atelier Chantier d'Insertion, intitulée ACCES Emploi Chantiers. La mission a pour objet principal l'insertion professionnelle des agents composant l'équipe d'intervention. Les travaux ci-dessous désignés constituent l'activité support.

Neuf semaines de travail + 3 en option si besoin.

Article 2 : TRAVAUX PREVISIONNELS ET PLANNING D'INTERVENTION

Nettoyage en ville et quartiers (Semaine 11-16-21-26)

Nettoyage zone industrielle Rhône-Vallée (Semaine 14-23-29)

Nettoyage des canaux (Semaine 38 et 39)

3 semaines supplémentaires pouvant être réalisées en fonction des besoins (Semaine 36-41-50)

Article 3 : REPRESENTATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Pour l'exécution de cette mission, la représentation de la commune est assurée par :

M. Chamblonnet Frédéric et M. Kizirian Jean-Luc

Le(s) représentant(s) de la commune ci-dessus désigné(s), définira/définiront la nature et les lieux des travaux, procédera/procèderont au contrôle de la qualité du service rendu lors des réunions de chantiers en présence de l'Encadrant Technique, selon une fréquence hebdomadaire, sauf disposition contraire de la commune.

Article 4 : PUBLIC

L'association met en place une équipe d'agents en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion, intervenant du lundi matin au vendredi midi et dirigée par un Encadrant Technique d'Insertion, soucieux en particulier de la sécurité du personnel.

Article 5 : CONDITIONS D'EXECUTION

L'association s'engage à réaliser ces travaux dans le respect des règles de l'art, dans les conditions et rythmes, adaptés au public, qui lui permettent d'assurer une prestation de qualité dans le cadre de sa mission d'insertion.

La commune assure l'information auprès des propriétaires riverains des sites d'intervention, s'enquiert de l'accord des propriétaires en cas d'intervention dans le domaine privé.

Les tâches sont organisées à la convenance de l'association en accord avec la commune, et dans le respect des règles édictées par celle-ci au moment de la définition des besoins.

Article 6 : PARTICIPATION FINANCIERE DU MAITRE D'OUVRAGE

La commune s'engage à participer aux frais de fonctionnement de l'association pour un montant de :

- 2.600 € (*Deux Mille Six Cents Euros*) par semaine de travail si la convention porte sur moins de six semaines
- 2.500 € (*Deux Mille Cinq Cents Euros*) par semaine de travail si la convention porte sur moins de onze semaines
- 2.400 € (*Deux Mille Quatre Cents Euros*) par semaine de travail si la convention porte sur onze semaines et plus

et à financer l'achat des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux (maçonnerie, second œuvre, etc.) et la location de matériel et engins spécifiques nécessaires à la bonne exécution des travaux (broyeur, benne, épaveuse, mini-pelle, etc.).

Le règlement s'effectuera à l'issue des travaux, à la fin du mois au cours duquel la réception des travaux a été effectuée.

Dans le cas de travaux dépassant un mois, un paiement à fin de mois sera demandé au prorata de la durée de présence de l'équipe d'intervention sur le chantier.

L'association n'étant pas assujettie à la TVA, le montant s'entend « Toutes Taxes Comprises ».

Article 7 : REVISION DE PRIX ET AVENANT

Ce montant de participation sera maintenu pendant la durée de la convention si celle-ci est annuelle et basée sur l'année civile. Il pourra être révisé après 12 mois, moyennant un avenant à la convention, si celle-ci dépasse 1 an.

Dans le cas où la commune désirerait, pendant la durée du chantier, des travaux complémentaires à ceux désignés dans la présente convention, ou dans l'avenant de la présente convention, il sera établi, en accord avec les parties, un autre avenant décrivant les prestations supplémentaires et la participation correspondante.

Article 8 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE

La responsabilité civile professionnelle de l'association ne saurait être engagée qu'à raison de l'exécution de la mission qui lui est confiée par la présente convention.

L'association assume ses propres responsabilités d'employeur en matière d'accident de service ou du travail à l'égard des seuls personnels rémunérés par elle.

Article 9 : RECEPTION DES TRAVAUX

Les travaux seront réceptionnés, en ce qui concerne la commune, en présence du représentant légal de la commune et/ou du/des représentant(s) désignés dans cette convention ; en ce qui concerne l'association, de l'Encadrant Technique et éventuellement du Directeur.

Article 10 : GARANTIE BIENNALE ET DECENNALE

L'association n'est pas assujettie à ce type de garantie.

Article 11 : CONDITIONS DE CONVENTIONNEMENT

L'association rappelle que cette convention n'engage que des travaux effectués pour le compte d'une collectivité ou d'une association à but non lucratif et en aucun cas pour le compte d'une personne physique.

La présente convention comporte 11 articles et est établie en 2 exemplaires.

Fait à Privas, le

Pour la Commune
Le Maire



Pour ACCES Emploi Services
Le Président

JANVIER							01
D	1	1-364	JOUR DE L'AN				
LUN	2	32-333	Ella				
MAR	3	33-332	Présention				
MER	4	34-331	Blaise				
JEU	5	35-330	Vianou				
VEN	6	36-329	Agathe				
SAM	7	37-328	Gaston				
D	8	38-327	Eugène				
LUN	9	39-326	Jacqueline				
MAR	10	40-325	Apolline				
MER	11	41-324	Anraud				
JEU	12	42-323	ND de Lourdes				
VEN	13	43-322	Félix				
SAM	14	44-321	Beatrice				
D	15	45-320	Valentin				
LUN	16	46-319	Claude				
MAR	17	47-318	Julienne				
MER	18	48-317	Alexis				
JEU	19	49-316	Bernadette				
VEN	20	50-315	Gabin				
SAM	21	51-314	Amélie				
D	22	52-313	Damien				
LUN	23	53-312	Isabelle				
MAR	24	54-311	Lazare				
MER	25	55-310	Modeste				
JEU	26	56-309	Roméo				
VEN	27	57-308	Nestor				
SAM	28	58-307	Honorine				
D	29	59-306	Romain				
LUN	30	60-305					
MAR	31	61-304					

FEVRIER							02
MER	1	62-303	Ch le Bon				
JEU	2	63-302	Guinole				
VEN	3	64-301	Cosmir				
SAM	4	65-300	Olive				
D	5	66-299	Félicé				
LUN	6	67-298	Jean de Dieu				
MAR	7	68-297	Françoise				
MER	8	69-296	Vivien				
JEU	9	70-295	Rosine				
VEN	10	71-294	Justine				
SAM	11	72-293	Justine				
D	12	73-292	Justine				
LUN	13	74-291	Justine				
MAR	14	75-290	Justine				
MER	15	76-289	Justine				
JEU	16	77-288	Justine				
VEN	17	78-287	Justine				
SAM	18	79-286	Justine				
D	19	80-285	Justine				
LUN	20	81-284	Justine				
MAR	21	82-283	Justine				
MER	22	83-282	Justine				
JEU	23	84-281	Justine				
VEN	24	85-280	Justine				
SAM	25	86-279	Justine				
D	26	87-278	Justine				
LUN	27	88-277	Justine				
MAR	28	89-276	Justine				
MER	29	90-275	Justine				
JEU	30	91-274	Justine				
VEN	31	92-273	Justine				

MARS							03
MER	1	93-272	Justine				
JEU	2	94-271	Justine				
VEN	3	95-270	Justine				
SAM	4	96-269	Justine				
D	5	97-268	Justine				
LUN	6	98-267	Justine				
MAR	7	99-266	Justine				
MER	8	100-265	Justine				
JEU	9	101-264	Justine				
VEN	10	102-263	Justine				
SAM	11	103-262	Justine				
D	12	104-261	Justine				
LUN	13	105-260	Justine				
MAR	14	106-259	Justine				
MER	15	107-258	Justine				
JEU	16	108-257	Justine				
VEN	17	109-256	Justine				
SAM	18	110-255	Justine				
D	19	111-254	Justine				
LUN	20	112-253	Justine				
MAR	21	113-252	Justine				
MER	22	114-251	Justine				
JEU	23	115-250	Justine				
VEN	24	116-249	Justine				
SAM	25	117-248	Justine				
D	26	118-247	Justine				
LUN	27	119-246	Justine				
MAR	28	120-245	Justine				
MER	29	121-244	Justine				
JEU	30	122-243	Justine				
VEN	31	123-242	Justine				

AVRIL							04
SAM	1	124-241	Justine				
D	2	125-240	Justine				
LUN	3	126-239	Justine				
MAR	4	127-238	Justine				
MER	5	128-237	Justine				
JEU	6	129-236	Justine				
VEN	7	130-235	Justine				
SAM	8	131-234	Justine				
D	9	132-233	Justine				
LUN	10	133-232	Justine				
MAR	11	134-231	Justine				
MER	12	135-230	Justine				
JEU	13	136-229	Justine				
VEN	14	137-228	Justine				
SAM	15	138-227	Justine				
D	16	139-226	Justine				
LUN	17	140-225	Justine				
MAR	18	141-224	Justine				
MER	19	142-223	Justine				
JEU	20	143-222	Justine				
VEN	21	144-221	Justine				
SAM	22	145-220	Justine				
D	23	146-219	Justine				
LUN	24	147-218	Justine				
MAR	25	148-217	Justine				
MER	26	149-216	Justine				
JEU	27	150-215	Justine				
VEN	28	151-214	Justine				
SAM	29	152-213	Justine				
D	30	153-212	Justine				
LUN	31	154-211	Justine				

MAI							05
LUN	1	155-210	Justine				
MAR	2	156-209	Justine				
MER	3	157-208	Justine				
JEU	4	158-207	Justine				
VEN	5	159-206	Justine				
SAM	6	160-205	Justine				
D	7	161-204	Justine				
LUN	8	162-203	Justine				
MAR	9	163-202	Justine				
MER	10	164-201	Justine				
JEU	11	165-200	Justine				
VEN	12	166-199	Justine				
SAM	13	167-198	Justine				
D	14	168-197	Justine				
LUN	15	169-196	Justine				
MAR	16	170-195	Justine				
MER	17	171-194	Justine				
JEU	18	172-193	Justine				
VEN	19	173-192	Justine				
SAM	20	174-191	Justine				
D	21	175-190	Justine				
LUN	22	176-189	Justine				
MAR	23	177-188	Justine				
MER	24	178-187	Justine				
JEU	25	179-186	Justine				
VEN	26	180-185	Justine				
SAM	27	181-184	Justine				
D	28	182-183	Justine				
LUN	29	183-182	Justine				
MAR	30	184-181	Justine				
MER	31	185-180	Justine				

JUN							06
JEU	1	186-179	Justine				
VEN	2	187-178	Justine				
SAM	3	188-177	Justine				
D	4	189-176	Justine				
LUN	5	190-175	Justine				
MAR	6	191-174	Justine				
MER	7	192-173	Justine				
JEU	8	193-172	Justine				
VEN	9	194-171	Justine				
SAM	10	195-170	Justine				
D	11	196-169	Justine				
LUN	12	197-168	Justine				
MAR	13	198-167	Justine				
MER	14	199-166	Justine				
JEU	15	200-165	Justine				
VEN	16	201-164	Justine				
SAM	17	202-163	Justine				
D	18	203-162	Justine				
LUN	19	204-161	Justine				
MAR	20	205-160	Justine				
MER	21	206-159	Justine				
JEU	22	207-158	Justine				
VEN	23	208-157	Justine				
SAM	24	209-156	Justine				
D	25	210-155	Justine				
LUN	26	211-154	Justine				
MAR	27	212-153	Justine				
MER	28	213-152	Justine				
JEU	29	214-151	Justine				
VEN	30	215-150	Justine				

Semaines 36 - 41 et 50 en option.

JUILLET										AOUT										SEPTEMBRE										OCTOBRE										NOVEMBRE										DECEMBRE									
SAM	1	182-183	Thierry	MAR	1	213-152	Alphonse	VEN	1	244-121	Gilles	D	1	274-91	Thé de l'E. Jésus	MER	1	305-60	TOUSSAINT	MER	1	305-60	VEN	1	335-30	Florence	VEN	1	335-30	Florence																													
D	2	183-182	Marinien	MER	2	214-151	Julien Eymard	SAM	2	245-120	Ingrid	LUN	2	275-90	Léger	JEU	2	306-59	Defunts	JEU	2	306-59	SAM	2	336-29	Viviane	SAM	2	336-29	Viviane																													
LUN	3	184-181	Thomas	JEU	3	215-150	Lydie	D	3	246-119	Grégoire	MAR	3	276-89	Gérard	VEN	3	307-58	Hubert	VEN	3	307-58	LUN	3	337-28	François Xavier	LUN	3	337-28	François Xavier																													
MAR	4	185-180	Florent	VEN	4	216-149	Jean-M. Viannay	LUN	4	247-118	Rosalie	MER	4	277-88	Fr. d'Assise	SAM	4	308-57	Charles	SAM	4	308-57	LUN	4	338-27	Barbara	LUN	4	338-27	Barbara																													
MER	5	186-179	Antoine	SAM	5	217-148	Abel	MAR	5	248-117	Rafael	JEU	5	278-87	Fleur	D	5	309-56	Sylvie	D	5	309-56	MAR	5	339-26	Gérald	MAR	5	339-26	Gérald																													
JEU	6	187-178	Marlette	D	6	218-147	Transfiguration	MER	6	249-116	Reine	VEN	6	279-86	Bruno	LUN	6	310-55	Beaillie	LUN	6	310-55	MER	6	340-25	Nicolas	MER	6	340-25	Nicolas																													
VEN	7	188-177	Raoul	LUN	7	219-146	Gedtan	JEU	7	250-115	Reine	VEN	7	280-85	Bruno	MAR	7	311-54	Carrie	MAR	7	311-54	JEU	7	341-24	Ambroise	JEU	7	341-24	Ambroise																													
SAM	8	189-176	Thibault	MAR	8	220-145	Dominique	VEN	8	251-114	Reine	D	8	281-84	Pégèle	MER	8	312-53	Geoffroy	MER	8	312-53	VEN	8	342-23	Imm. Conception	VEN	8	342-23	Imm. Conception																													
D	9	190-175	Anandine	MER	9	221-144	Amour	SAM	9	252-113	Narcisse	LUN	9	282-83	Denis	JEU	9	313-52	Theodore	JEU	9	313-52	SAM	9	343-22	Pierre Fourier	SAM	9	343-22	Pierre Fourier																													
LUN	10	191-174	Ulrich	JEU	10	222-143	Laurent	D	10	253-112	Inès	MAR	10	283-82	Chantal	VEN	10	314-51	Léon	VEN	10	314-51	LUN	10	344-21	Romantic	LUN	10	344-21	Romantic																													
MAR	11	192-173	Benoît	VEN	11	223-142	Calixte	LUN	11	254-111	Adelphie	MER	11	284-81	Chantal	SAM	11	315-50	ARMISTICE 1918	SAM	11	315-50	MAR	11	345-30	Daniel	MAR	11	345-30	Daniel																													
MER	12	193-172	Olivier	SAM	12	224-141	Jeanne F.C.	MAR	12	255-110	Wifred	JEU	12	285-80	Wifred	D	12	316-49	Christian	D	12	316-49	MAR	12	346-19	Corémin	MAR	12	346-19	Corémin																													
JEU	13	194-171	Henri et Joël	D	13	225-140	Hippolyte	MER	13	256-109	Almè	VEN	13	286-79	Edouard	LUN	13	317-48	Brice	LUN	13	317-48	MER	13	347-17	Océane	MER	13	347-17	Océane																													
VEN	14	195-170	FETE NATIONALE	LUN	14	226-139	Evard	JEU	14	257-108	Croix Glorieuse	SAM	14	287-78	Jules	MAR	14	318-47	Sidone	MAR	14	318-47	JEU	14	348-17	Océane	JEU	14	348-17	Océane																													
SAM	15	196-169	Donald	MAR	15	227-138	ASSOMPTION	VEN	15	258-107	Roland	D	15	288-77	Thérèse d'Avila	MER	15	319-46	Albert	MER	15	319-46	VEN	15	349-16	Nicolas	VEN	15	349-16	Nicolas																													
D	16	197-168	ND Mt Carmel	MER	16	228-137	Armel	SAM	16	259-106	Edith	LUN	16	289-76	Edwige	JEU	16	320-45	Marguerite	JEU	16	320-45	SAM	16	350-15	Alma	SAM	16	350-15	Alma																													
LUN	17	198-167	Cherithe	JEU	17	229-136	Hycinthie	D	17	260-105	Renaud	MAR	17	290-75	Baudoin	VEN	17	321-44	Elisabeth	VEN	17	321-44	LUN	17	351-14	Gael	LUN	17	351-14	Gael																													
MAR	18	199-166	Fredéric	VEN	18	230-135	Hélène	LUN	18	261-104	Nadège	MER	18	291-74	Luc	D	18	322-43	Aude	D	18	322-43	MAR	18	352-13	Gallen	MAR	18	352-13	Gallen																													
MER	19	200-165	Marie	SAM	19	231-134	Jean Eudes	MAR	19	262-103	Emilie	JEU	19	292-73	René	LUN	19	323-42	Tanguy	LUN	19	323-42	MAR	19	353-12	Urban	MAR	19	353-12	Urban																													
JEU	20	201-164	Marina	D	20	232-133	Bernard	MER	20	263-102	Davy	VEN	20	293-72	Adeline	MAR	20	324-41	Edmond	MAR	20	324-41	MER	20	354-11	Théophile	MER	20	354-11	Théophile																													
VEN	21	202-163	Arlette	LUN	21	233-132	Christophe	JEU	21	264-101	Manitou	SAM	21	294-71	Caline	MAR	21	325-40	Pris. de Marie	MAR	21	325-40	JEU	21	355-10	Pierre C.	JEU	21	355-10	Pierre C.																													
SAM	22	203-162	Marie Madeleine	MAR	22	234-131	Fabrice	VEN	22	265-100	Naurice	D	22	295-70	Eldie	MER	22	326-39	Océane	MER	22	326-39	VEN	22	356-9	HIVER/Françoise Xavière	VEN	22	356-9	HIVER/Françoise Xavière																													
D	23	204-161	Brigitte	MER	23	235-130	Rose de Lima	SAM	23	266-99	AUTOMNE/Constant	LUN	23	296-69	Jean de Capistran	JEU	23	327-38	Clément	JEU	23	327-38	SAM	23	357-9	Armand	SAM	23	357-9	Armand																													
LUN	24	205-160	Christine	JEU	24	236-129	Bartolomé	D	24	267-98	Théodore	MAR	24	297-68	Florentin	VEN	24	328-37	Flore	VEN	24	328-37	LUN	24	358-7	Adèle	LUN	24	358-7	Adèle																													
MAR	25	206-159	Jacques	VEN	25	237-128	Louis	LUN	25	268-97	Hermann	MER	25	298-67	Crépin	SAM	25	329-36	Catherine	SAM	25	329-36	MAR	25	359-6	NOEL	MAR	25	359-6	NOEL																													
MER	26	207-158	Anne Joachim	SAM	26	238-127	Natacha	MAR	26	269-96	Côme et Damien	JEU	26	299-66	Dimitri	D	26	330-35	Dolphine	D	26	330-35	MAR	26	360-5	Etienne	MAR	26	360-5	Etienne																													
JEU	27	208-157	Nathalie	D	27	239-126	Monique	MER	27	270-95	Vinc. de Paul	VEN	27	300-65	Emeline	LUN	27	331-34	Savrin	LUN	27	331-34	MER	27	361-4	Jean	MER	27	361-4	Jean																													
VEN	28	209-156	Samson	LUN	28	240-125	Augustin	JEU	28	271-94	Vinc. de Paul	SAM	28	301-64	Jude	MAR	28	332-33	Jacq. de la M.	MAR	28	332-33	JEU	28	362-3	Innocents	JEU	28	362-3	Innocents																													
SAM	29	210-155	Martha	MAR	29	241-124	Sabine	VEN	29	272-93	Michel	D	29	302-63	Narcisse -1h	MER	29	333-32	Salutin	MER	29	333-32	VEN	29	363-2	David	VEN	29	363-2	David																													
D	30	211-154	Juliette	MER	30	242-123	Fiacre	SAM	30	273-92	Jérôme	LUN	30	303-62	Bienvenue	JEU	30	334-31	André	JEU	30	334-31	SAM	30	364-1	Roger	SAM	30	364-1	Roger																													
LUN	31	212-153	Ignace de L.	JEU	31	243-122	Aristide	MAR	31	274-91	Quantin	D	31	304-61	Quantin	MAR	31	335-30	Sylvie	MAR	31	335-30	LUN	31	365-0	Sylvie	LUN	31	365-0	Sylvie																													
nettoyage des canaux				nettoyage en ville et quartiers				nettoyage zone industrielle Rhône vallée				nettoyage des talus : gare, Jolio Curie ...				nettoyage des talus : gare, Jolio Curie ...																																											

Mairie de le Pouzin année 2023



FICHE QUALITE SUIVI TRAVAUX

Date retour client : .. / .. /

Cliant :

interlocuteur :

Lieu de production :

Activité à réaliser :

Nom de l'Encadrant ACCES EMPLOI :

Afin de mieux répondre à vos attentes et pour améliorer la qualité de nos activités de production, nous vous remercions par avance de prendre quelques instants pour répondre à notre suivi de la satisfaction clients.

-  pas du tout satisfait
-  peu satisfait
-  satisfait
-  très satisfait
-  tout à fait satisfait

					
la ponctualité					
l'hygiène et la tenue de travail					
le comportement des ouvriers					
la relation à leur Encadrant					
le respect des travaux prévus					
le nettoyage du chantier					
le respect des règles de sécurité					
la qualité du travail réalisé					
votre appréciation globale					

Recommanderiez-vous notre structure auprès de personnes et entreprises de votre entourage :

☐ OUI

☐ NON

Si non pour quelles raisons ?

autres points dont vous souhaitez nous faire part :

Signature client

Signature Direction Acces emploi

**Nombre de
membres :**
en exercice : 23
présents : 19
votants : 23

**Date de la
convocation :**
7 février 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 13 FEVRIER 2023

Délibération N° 20230213-04

Le treize février deux mille vingt-trois, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à 19 heures 30, à l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Christophe VIGNAL, Maire.

Etaient présents :

Christophe VIGNAL - Marielle DURAND - Gilbert MOULIN - Valérie DUPRE - Dominique GERARD - Pascal RUEL - Cécile MARTIN - Jean Marc FEOUGIER - Patrick HAOND - Fabien FERRIER - Christelle ARNOL - Luc MESEGUER - Cécile FAURE - Sébastien CASADO - Guillaume SARTRE - Vasilica POPA - Amélie PERRIN - Annabelle MOCQUARD - Angélique MEGNANT

Etaient excusés et avaient donné procuration : Gérard AMBERT à Fabien FERRIER - Pauline MANEVAL à Luc MESEGUER - Myriam SALHI à Christophe VIGNAL - Valérie MOULIN à Christelle ARNOL

Secrétaire de séance :

Cécile MARTIN

SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AU COLLEGE « ALEX MEZENC »

75/subventions

Mr le Maire informe les membres du Conseil Municipal de deux demandes de subvention exceptionnelle transmise par le collège Alex MEZENC pour des projets de l'année scolaire 2022/2023.

La première concerne un voyage scolaire en Italie, pour 50 élèves dont 12 élèves résidant au Pouzin, réservés aux latinistes, italianisants ou non.

La seconde concerne l'intervention d'une conteuse pour les classes de 6^{ème} pour un budget de 480 euros.

Considérant l'intérêt pédagogique de ces projets, Mr le Maire propose d'accorder une aide de 15 euros par élève du Pouzin pour le voyage en Italie, soit 180 euros et un forfait de 100 euros pour l'intervention de la conteuse.

Mr le Maire invite le Conseil Municipal à approuver cette subvention exceptionnelle.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré (23 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- Approuve l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 180 euros pour le voyage scolaire en Italie, et 100 euros pour l'intervention de la conteuse pour les classes de 6ème.
- Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Le registre est signé par les membres présents,*

Le Maire,

Christophe VIGNAL



**Délibération rendue
exécutoire après :**
Transmission en Préfecture
le : 15/02/2023
Affichage le : 15/02/2023

**Nombre de
membres :**
en exercice : 23
présents : 19
votants : 23

**Date de la
convocation :**
7 février 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 13 FEVRIER 2023

Délibération N° 20230213-05

Le **treize février deux mille vingt-trois**, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à 19 heures 30, à l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Christophe VIGNAL, Maire.

Etaient présents :

Christophe VIGNAL - Marielle DURAND - Gilbert MOULIN - Valérie DUPRE - Dominique GERARD - Pascal RUEL - Cécile MARTIN - Jean Marc FEOUGIER - Patrick HAOND - Fabien FERRIER - Christelle ARNOL - Luc MESEGUER - Cécile FAURE - Sébastien CASADO - Guillaume SARTRE - Vasilica POPA - Amélie PERRIN - Annabelle MOCQUARD - Angélique MEGNANT

Etaient excusés et avaient donné procuration : Gérard AMBERT à Fabien FERRIER - Pauline MANEVAL à Luc MESEGUER - Myriam SALHI à Christophe VIGNAL - Valérie MOULIN à Christelle ARNOL

Secrétaire de séance :

Cécile MARTIN

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE Centre Socio-culturel

75/subventions

Mr le Maire informe les membres du Conseil Municipal d'une demande de subvention exceptionnelle transmise par l'association du Centre Socio-culturel Josy et Jean-Marc DOREL afin d'aider au financement des travaux de l'espace informatique « point clic ».

Ces travaux permettent désormais d'accueillir dans un espace convivial et fonctionnel le public qui souhaite utiliser un ordinateur pour consulter des mails, effectuer des démarches en ligne, rédiger une lettre de motivation, CV avec le soutien de l'animateur informatique du centre.

Cet espace propose également aux habitants du territoire de faire découvrir l'outil informatique par le biais de cours collectifs.

Les travaux ont été réalisés par les services techniques et le centre a payé les fournitures pour un total de 11 635.66€.

Le centre sollicite la commune pour une subvention de 5 817.83€ correspondant à 50% des factures.

Considérant l'intérêt de ce projet, Mr le Maire propose d'accorder une aide de 5 817.83 €.

Mr le Maire invite le Conseil Municipal à approuver cette subvention exceptionnelle.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré (23 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- **Approuve** l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 5 817.83 euros au bénéfice du Centre Socio-culturel Josy et Jean-Marc DOREL, pour les travaux de la salle informatique.

- **Dit** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Le registre est signé par les membres présents,*

Le Maire,

Christophe VIGNAL



**Délibération rendue
exécutoire après :**

Transmission en Préfecture

le : 15/02/2023

Affichage le : 15/02/2023

**Nombre de
membres :**
en exercice : 23
présents : 19
votants : 23

**Date de la
convocation :**
7 février 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 13 FEVRIER 2023

Délibération N° 20230213-06

Le **treize février deux mille vingt-trois**, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à 19 heures 30, à l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Christophe VIGNAL, Maire.

Etaient présents :

Christophe VIGNAL - Marielle DURAND - Gilbert MOULIN - Valérie DUPRE - Dominique GERARD - Pascal RUEL - Cécile MARTIN - Jean Marc FEOUGIER - Patrick HAOND - Fabien FERRIER - Christelle ARNOL - Luc MESEGUER - Cécile FAURE - Sébastien CASADO - Guillaume SARTRE - Vasilica POPA - Amélie PERRIN - Annabelle MOCQUARD - Angélique MEGNANT

Etaient excusés et avaient donné procuration : Gérard AMBERT à Fabien FERRIER - Pauline MANEVAL à Luc MESEGUER - Myriam SALHI à Christophe VIGNAL - Valérie MOULIN à Christelle ARNOL

Secrétaire de séance :

Cécile MARTIN

CONVENTION DE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT AVEC LE CAUE

14/autres contrats

Mr le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que dans le cadre de la convention cadre « Petites Villes de Demain » valant Opération de Revitalisation du Territoire, validée par délibération du 19 décembre 2022, le projet de réaménagement du centre-ville avec la place Vincent Auriol, le centre socio-culturel et l'ancienne gare, est considéré comme action stratégique du développement de la commune.

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Ardèche (CAUE) propose d'accompagner la commune afin de définir un projet pour cet espace.

Mr le Maire présente un projet de convention, joint à la présente délibération, qui fixe les modalités de cet accompagnement.

Cette mission vise plus particulièrement à :

- Etablir un état des lieux général identifiant les éléments structurants ainsi que les secteurs à enjeux,
- Définir les principes d'aménagement, les actions sur les secteurs à enjeux, avec des schémas et des préconisations avec le phasage et les estimations financières,
- Accompagner la commune dans le choix de la maîtrise d'œuvre.

À ce titre, la démarche proposée par le CAUE implique un éclairage technique à dimension culturelle et pédagogique, une neutralité d'approche et une capacité d'accompagnement dans la durée.

Le CAUE apporte le savoir-faire d'une équipe pluridisciplinaire et l'ensemble de son expérience de conseil.

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois.

Une participation volontaire et forfaitaire, inférieure au coût du marché, d'un montant de 5 600 euros TTC est versée par la Commune au titre d'une contribution générale à l'activité du CAUE.

Mr le Maire invite le Conseil Municipal à approuver ce projet de convention.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré (23 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- **Approuve** le projet de convention, joint à la présente délibération, avec le CAUE de l'Ardèche concernant le réaménagement du centre-ville,
- **Autorise** Mr le Maire à signer ladite convention.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Le registre est signé par les membres présents,*

Le Maire,

Christophe VIGNAL



**Délibération rendue
exécutoire après :**
Transmission en Préfecture
le : 15/02/2023
Affichage le : 15/02/2023



CONVENTION DE MISSION D'ACCOMPAGNEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

PRÉAMBULE

« L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. » Loi sur l'architecture du 3 janvier 1977.

« Le Maître d'ouvrage est la personne morale (...) pour laquelle l'ouvrage est construit. Responsable principal de l'ouvrage, il remplit dans ce rôle une fonction d'intérêt général dont il ne peut se démettre. » Loi Maîtrise d'Ouvrage Publique du 12 juillet 1985.

Considérant que :

- Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, association à but non lucratif créée par la loi sur l'architecture de 1977, mis en place par le Conseil Général en 1979, est un organisme de mission de service public à la disposition des collectivités territoriales et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ;
- Les actions du CAUE revêtent un caractère pédagogique afin de promouvoir les politiques publiques qualitatives au travers de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage et, qu'à ce titre, le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ;
- Le programme d'activités du CAUE, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit notamment la mise en place de conventions de missions d'accompagnement des maîtres d'ouvrage ;

ENTRE

La Commune du POUZIN

Représentée par son Maire, Christophe VIGNAL

Agissant en cette qualité,

D'UNE PART,

ET

Le CAUE de l'Ardèche

Représenté par son Président, Christian FEROUSSIER

Agissant en cette qualité,

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – OBJET :

La présente convention a pour objet l'accompagnement de la Commune du Pouzin pour la définition d'un projet d'aménagement de la place Vincent Auriol/rue de la gare (voir note méthodologique annexée).

ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION :

Conformément aux besoins exprimés, le CAUE apportera son concours pour la mise en œuvre des actions indiquées à l'article 1 ci-dessus.

Cette mission d'accompagnement vise plus particulièrement :

- L'expression ou la formulation d'orientations qualitatives d'architecture, d'urbanisme, de paysage et d'environnement, répondant aux objectifs d'intérêts publics définis à l'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture ;
- L'exercice, par la collectivité, de ses responsabilités de maître d'ouvrage résultant du Code de la commande publique.
- La conception de supports de compréhension et/ou de moyens d'animation nécessaires à la concertation prévue par l'article L300.2 du code de l'urbanisme.

À ce titre, la démarche proposée par le CAUE implique un éclairage technique à dimension culturelle et pédagogique, une neutralité d'approche et une capacité d'accompagnement dans la durée.

ARTICLE 3 – MOYENS :

Apport du CAUE :

Le CAUE apporte le savoir-faire d'une équipe pluridisciplinaire et l'ensemble de son expérience de conseil.

Apport de la Commune du Pouzin :

La Commune mettra à disposition du CAUE tous documents ou éléments de connaissance ou compétences internes lui permettant d'exercer sa mission de service public.

ARTICLE 4 – DUREE :

La présente convention est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 5 – MONTANT DE LA CONTRIBUTION :

Le CAUE assume sur ses fonds propres, constitués notamment par le versement d'une fraction de la part départementale de la Taxe d'Aménagement, les dépenses prévisionnelles de fonctionnement afférentes au contenu de la mission.

Une participation volontaire et forfaitaire, inférieure au coût du marché, d'un montant de **5 600 euros TTC** est versée par la Commune du Pouzin au titre d'une contribution générale à l'activité du CAUE.

La Commune du Pouzin doit au titre d'une contribution générale à l'activité du CAUE de l'Ardèche, 50% à la signature de la convention, 50% à l'échéance de la convention.

ARTICLE 6 – REGIME FISCAL :

Au regard de l'instruction fiscale du 15 septembre 1998, la gestion du CAUE, association à but non lucratif, est désintéressée et son activité générale de conseil et d'accompagnement se situe hors du champ concurrentiel. Le CAUE n'est pas soumis aux impôts commerciaux. La participation financière de la Commune du Pouzin n'est donc pas assujettie à la TVA.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION:

Dès sa signature, les deux partenaires s'autorisent à communiquer sur l'existence de la présente convention.

Pendant toute la durée de la présente convention :

- le CAUE de l'Ardèche s'engage à ne pas communiquer à des tiers, ni à publier tous documents ou informations issus du travail réalisé, sans l'accord préalable de la Commune du Pouzin.
- tous les documents produits dans le cadre de cette mission seront considérés comme propriété de la Commune du Pouzin. Toutefois, leur utilisation ou leur publication devront mentionner l'identité de leur auteur, en l'occurrence le CAUE de l'Ardèche.

Une fois la durée de la convention achevée et les documents définitifs rendus :

Les deux partenaires s'autorisent à communiquer sur les documents issus du travail réalisé.

Cette autorisation permettra notamment au CAUE d'alimenter le contenu de ses outils d'information (lettre digitale, rapport d'activité, site internet...), et de bénéficier d'exemples pédagogiques destinés à sensibiliser d'autres acteurs sur des sujets semblables.

ARTICLE 8 - RÈGLEMENT DES LITIGES :

Pour tout litige concernant l'application de la présente convention d'objectifs, le CAUE de l'Ardèche et la Commune du Pouzin conviennent, avant d'engager tout recours contentieux, de faire appel à un conciliateur choisi au sein de l'administration d'État.

Fait à , le

Maire du Pouzin,
Christophe VIGNAL,

Président du CAUE de l'Ardèche,
Christian FEROUSSIER,

Département de l'Ardèche

Arrondissement de Privas

Nombre de membres en exercice : 23

présents : 19

votants : 23

**Date de la
convocation :
7 février 2023**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 13 FEVRIER 2023

Délibération N° 20230213-07

Le treize février deux mille vingt-trois, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à 19 heures 30, à l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Christophe VIGNAL, Maire.

Etaient présents :

Christophe VIGNAL - Marielle DURAND - Gilbert MOULIN - Valérie DUPRE - Dominique GERARD - Pascal RUEL - Cécile MARTIN - Jean Marc FEOUGIER - Patrick HAOND - Fabien FERRIER - Christelle ARNOL - Luc MESEGUER - Cécile FAURE - Sébastien CASADO - Guillaume SARTRE - Vasilica POPA - Amélie PERRIN - Annabelle MOCQUARD - Angélique MEGNANT

Etaient excusés et avaient donné procuration : Gérard AMBERT à Fabien FERRIER - Pauline MANEVAL à Luc MESEGUER - Myriam SALHI à Christophe VIGNAL - Valérie MOULIN à Christelle ARNOL

Secrétaire de séance :

Cécile MARTIN

RESTAURATION SCOLAIRE -CONVENTION AVEC LE COLLEGE ET LE DEPARTEMENT- 91/AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES

Mr le Maire rappelle aux membres du Conseil que la commune bénéficie du service de restauration du collège pour la fourniture des repas servis au restaurant scolaire municipal.

Mr le Maire présente un projet de convention, joint à la présente délibération, relatif à l'utilisation de ce service entre la commune, le collège et le département de l'Ardèche.

Cette convention précise les modalités du service mutualisé qui permet, avec la collaboration de 1.55 agents communaux, de proposer environ 150 repas par jour aux élèves des écoles élémentaires et maternelles.

La convention prendrait effet à compter de la signature et prendrait fin au 31 juillet 2025.

Dans le cadre de la mutualisation du service de restauration, compte tenu de la quotité de temps de personnel communal affecté au collège (1,55 équivalent temps plein annualisé), les tarifs repas sont les suivants :

Le tarif 2023 est fixé à 2.82€,

Le tarif 2024 est fixé à 3.02€,

Le tarif 2025 sera le tarif DP 5 2025 – 10 %.

Mr le Maire invite les membres du Conseil à se prononcer.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré (23 pour, 0 contre, 0 abstention) :

- Valide la convention relative à l'utilisation du service de restauration scolaire du collège,
- Autorise le Maire à signer la convention.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Le registre est signé par les membres présents,*

Le Maire,

Christophe VIGNAL



**Délibération rendue
exécutoire après :**
Transmission en Préfecture
le : 15/02/2023
Affichage le : 15/02/2023

**ANNEXE 1 A LA CONVENTION RELATIVE A L'UTILISATION DU SERVICE DE RESTAURATION
SCOLAIRE DU COLLEGE ALEX MEZENC PAR LA COMMUNE DE LE POUZIN**

Document complémentaire à la convention générale approuvée par la Commission permanente du conseil départemental du 17 mars 2023.

Article 1 : Utilisation par la commune du service de restauration du collège.

La commune de LE POUZIN est autorisée à utiliser le service de restauration scolaire du collège Alex MEZENC les jours suivants :

- Lundi, mardi, jeudi, vendredi, sur la période d'ouverture de l'établissement.

Article 2 : Nombre de repas moyen quotidien.

Le nombre de repas fabriqués par le collège au profit de la commune est estimé sur la base d'une moyenne de 140 repas par jour (estimation année 2022/2023).

Article 3 : Commande des repas.

La commune transmet ses effectifs rationnaires prévisionnels sur 15 jours par courriel et les confirme au plus tard le jour de consommation des repas avant 9 heures.

A défaut, le collège produira le nombre de repas prévisionnel inscrit dans la présente annexe.

Article 4 : Mise à disposition des repas, transport.

Les repas produits par le collège sont disponibles à partir de 10h30.

Le suivi des températures des repas est assuré via une feuille quotidienne de traçabilité, cosigné chaque jour par les deux parties ou leurs représentants.

L'archivage de ce document est réalisé par le collège.

Le transport est effectué par le personnel communal au moyen d'un véhicule communal dédié à cette tâche.

Article 5 : Conditionnement (export de repas).

Les plats chauds et préparations froides seront contenus en gastronormes GN1/1 mis à disposition par le service de restauration scolaire du Collège et transportés en conteneurs isothermes (chauds et froids) mis à disposition par la commune.

Les plats gastronormes et les conteneurs isothermes sont retournés au collège après avoir été nettoyés et désinfectés par la commune.

Article 6 : Personnels communaux nécessaires.

Le personnel communal nécessaire affecté à la restauration est fonction du nombre de repas quotidien moyen produits pour les élèves des écoles primaires et/ou maternelles.

Une fiche de poste est établie pour chaque agent communal pour le temps affecté au collège et signée par l'intéressé, le Maire et le Principal ou l'Adjoint Gestionnaire du collège. Dans le cadre de la mutualisation de service, l'agent communal peut être affecté à des activités d'entretien général. Un exemplaire de la fiche de poste est transmis au Service Éducation du Département.

Article 7 : Tarifs des repas.

Dans le cadre de la mutualisation du service de restauration, compte tenu de la quotité de temps de personnel communal affecté au collège (1,55 équivalent temps plein annualisé), les tarifs repas sont les suivants :

Le tarif 2023 est fixé à 2.82€,

Le tarif 2024 est fixé à 3.02€,

Le tarif 2025 sera le tarif DP 5 2025 – 10 %.

Fait en 3 exemplaires à _____, le

Le Président du Conseil
Départemental,

La Principale du Collège
Alex Mezenc,

Le Maire de la Commune de Le
Pouzin,

**CONVENTION RELATIVE À L'UTILISATION DU SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE
DU COLLÈGE ALEX MEZENC PAR LA COMMUNE DE LE POUZIN**

Entre

Le Collège ALEX MEZENC, représenté par sa cheffe d'établissement, Madame Nathalie ARGAUD , autorisée par une délibération du Conseil d'Administration du 02/02/2023, ci-après dénommé "**le Collège**",

Le Conseil Départemental de l'Ardèche, représenté par Monsieur Olivier AMRANE, Président du Conseil Départemental, autorisé par une délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 17 mars 2023, ci-après dénommé "**le Département**",

d'une part,

Et

La Commune de Le Pouzin, représentée par Christophe VIGNAL, Maire, autorisé par une délibération du Conseil Municipal du 06/02/2023. ci-après dénommé "**la Commune**",

d'autre part,

Vu les règlements CE 852/2004 et 853/2004 du Parlement Européen,

Vu le Code de l'Éducation et notamment ses articles L213-2, L421-23, R531-52, R531-53

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous dite loi EGALIM 1

Vu la loi n° 2021-1357 du 18 octobre 2021 visant à protéger la rémunération des agriculteurs dite loi EGALIM 2

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

Vu l'ordonnance du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics,

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 17 octobre 2022,

Considérant que le Collège ALEX MEZENC, dont la collectivité de rattachement est le Conseil Départemental de l'Ardèche, dispose d'installations de production et de distribution de repas,

Considérant l'existence antérieure au transfert de compétences au Département de la production de repas au sein du Collège à l'attention des élèves de l'enseignement primaire et maternel de la Commune,

Considérant l'intérêt du maintien de ce service public local facultatif de qualité dans l'intérêt des familles dans le cadre d'une mutualisation des équipements à disposition sur un territoire,

Il est convenu ce qui suit :

Titre I - OBJET DE LA CONVENTION

Article 1 : utilisation par la Commune du service de restauration du Collège

Le Collège, chargé par le Département de l'exploitation du service annexe d'hébergement du Collège, s'engage, sur la période d'ouverture de l'établissement, à permettre l'utilisation par la Commune de son service de restauration scolaire. Les repas destinés aux élèves des écoles élémentaires et maternelles et accessoirement des personnels de ces écoles seront produits au sein de ce service. Le service de restauration du Collège fonctionne les jours suivants de 6h à 16h30 : lundi, mardi, jeudi et vendredi.

Titre II - DUREE

Article 2 :

La présente convention prend effet à compter de sa signature par la dernière partie et prendra fin le 31/07/2025.

Titre III - MODALITES d'EXECUTION

L'organisation du service sera précisée par une annexe à la présente convention, prenant en compte la spécificité des situations et sera validée par la Commission Permanente du Département, le Conseil d'Administration du Collège et le Conseil Municipal de la Commune.

▪ UTILISATION DES LOCAUX PAR LA COMMUNE

Article 3 : Périmètre de l'utilisation du service de restauration scolaire

La Commune est autorisée à bénéficier du service de restauration scolaire du Collège sous le contrôle fonctionnel permanent du Chef d'établissement du Collège.

▪ AFFECTATION DES PERSONNELS COMMUNAUX

Article 4 : Base horaire

Le personnel communal nécessaire affecté à la restauration est fonction du nombre de repas quotidien produits et/ou distribués aux élèves des écoles primaires et/ou maternelles et est précisé dans l'annexe. Le tarif des repas facturés à la Commune pour ses élèves tient compte du temps de travail affecté au Collège.

Le temps de travail pris en compte au service du Collège ne comprend pas le temps de livraison des repas dans les écoles primaires, ni le temps de repas des personnels communaux.

Le Collège organise l'emploi du temps des personnels municipaux dans le respect des contraintes de fonctionnement du service de restauration en concertation avec la Commune.

▪ ORGANISATION DU SERVICE

La fabrication des repas à l'attention des élèves des écoles primaires est simultanée à la production des repas consommés sur place par les collégiens. L'export de repas est réalisé en liaison chaude et/ ou froide. Les parties acceptent les contraintes et obligations qui en découlent.

Article 5 : Activités du personnel communal

L'autorité fonctionnelle du chef d'établissement s'exerce sur le personnel communal au même titre que sur le personnel départemental.

Ainsi, les agents communaux affectés au service de restauration participent quotidiennement à la préparation et à la production de l'ensemble de la prestation culinaire (sous réserve d'une qualification adéquate), de service et d'entretien des locaux affectés à l'activité de restauration, en fonction des besoins du service.

Leurs missions et activités sont décrites dans leurs fiches de poste, rédigée en tenant compte des besoins du service de restauration, et annexées à la convention.

Le personnel communal est invité à la réunion préparatoire de rentrée organisée à l'attention du personnel de service par le Collège.

Remplacement en cas d'absence :

En cas d'absence prévisible, ou constatée par un arrêt de travail dans les 48 h, la Commune s'engage à faire assurer le service dû par du personnel de remplacement, et ce dans des conditions d'horaires équivalentes.

Article 6 : Commande de repas

Afin de disposer des denrées nécessaires, une estimation du nombre de repas à produire sera communiquée au Collège **une semaine avant consommation**. La commande précise est faite avant 9 h00 le jour de la production.

En cas de congé exceptionnel de tout ou partie des classes élémentaires et maternelles, le Collège devra être avisé par les services de la mairie des incidences probables sur les effectifs dès que possible et au moins 48 heures avant la date prévue. A défaut, les repas préparés sur la base de l'effectif prévisionnel sont facturés.

Article 7: Composition des repas

Selon le plan alimentaire, le repas produit comprend 4 à 5 composantes.

La Commune est représentée ainsi que les parents d'élèves à la commission des menus du Collège qui se réunit deux fois par an, et, en cas de besoin, à l'initiative d'un des signataires de la convention.

Cette commission consultative comprend :

- le Chef d'établissement et/ou l'Adjoint gestionnaire,
- un représentant des parents d'élèves du Collège,
- des représentants des élèves,
- un représentant de la Commune,
- le chef de cuisine affecté sur le Collège (et second ou aide de cuisine de la commune),
- un représentant du Département.

Les allergies alimentaires, intolérances alimentaires ou toutes autres pathologies en relation avec l'alimentation devront obligatoirement faire l'objet d'un PAI (plan d'accueil individualisé), conformément à la réglementation en vigueur.

Le Collège et la Commune ne sont pas en capacité de servir des repas répondant aux critères spécifiques relevant de certains PAI.

Le chef d'établissement et/ou la Commune se réservent le droit de refuser l'accès à la demi-pension d'un élève dont la pathologie alimentaire ne pourrait être prise en charge par le Collège.

Article 8 : Conditionnement (export de repas)

Les plats chauds et préparations froides sont contenus en gastronormes GN1/1 mis à disposition par le service de restauration scolaire du Collège et transportés en conteneurs isothermes (chauds et froids) mis à disposition par la Commune.

Les plats gastronormes et les conteneurs isothermes sont retournés au Collège après avoir été nettoyés et désinfectés par la Commune.

Article 9 : Transport (export de repas)

Le transport est effectué par le personnel communal au moyen d'un véhicule communal dédié à cette tâche.

L'intégralité des repas est fournie aux écoles primaires et maternelles en liaison chaude et/ou froide.

La Commune assurera le transport des denrées et la fourniture du matériel nécessaire à celui-ci et sera responsable de l'hygiène des repas confectionnés après leur sortie du Collège et des matériels destinés à transporter les repas.

Les repas produits par le Collège à l'attention des écoles élémentaires et maternelles sont produits dans les mêmes conditions que ceux produits et destinés à être consommés sur place. Cette production devant cependant s'adapter aux contraintes (notamment horaires) de la livraison.

La Commune veille, par ailleurs, au respect strict de la réglementation en vigueur et des règles d'hygiène et de sécurité lors du transport et de la distribution. Ces dispositions seront inscrites dans le plan de maîtrise sanitaire de la Commune.

Titre IV - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 10 : Prise en charge des frais de restauration

Le Collège facture à la Commune le nombre de repas produits selon le tarif fixé par le Conseil Départemental (annexe 1)

Article 11 : Règlement du prix des repas

En application de l'article 98 du code des marchés, relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement, le règlement de la facture devra être effectué dans un délai maximum de 30 jours. Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des

intérêts moratoires au bénéfice du Collège. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

Article 12 : Moyens humains

La Commune assure la rémunération de ses personnels et toutes les charges de l'employeur.

Le Collège assure l'exploitation du service, et l'organisation du travail des personnels communaux durant leurs temps de présence au sein du Collège.

Le Département affecte dans l'établissement les personnels qui remplissent les missions d'accueil, d'entretien général et technique et de restauration. A ce titre, les personnels départementaux intervenant au service restauration concourent au fonctionnement du service de restauration au bénéfice des collégiens et des écoliers.

La Commune dote ses personnels en tenues de travail et s'assure que chaque agent communal dispose d'une tenue de travail propre chaque jour. Le Collège assure l'entretien et le nettoyage des tenues de travail des personnels de la Commune.

Les personnels communaux disposent des équipements de protection individuels, fournis par la Commune, en conformité avec l'arrêté de vêtue du Département.

Titre V - RESPONSABILITES ASSURANCES

Article 13 : Responsabilité des personnes

Les personnels communaux intervenant pour le compte de la Commune dans l'établissement sont placés sous la responsabilité exclusive de la Commune, sous le contrôle fonctionnel du Chef d'établissement.

Les personnels communaux exercent dans le respect de l'organisation matérielle mise en place par le Collège.

Les personnels communaux doivent respecter toutes consignes particulières données par le Chef d'établissement et celles figurant dans le règlement intérieur du Département.

Article 14 : Sécurité des biens et des personnes

La Commune reconnaît que les installations et matériels qui permettent la production des repas sont en parfait état.

La Commune ne pourra refuser d'assister et de participer à toute vérification qui pourrait à tout moment être décidée par le Chef d'établissement.

Article 15 : Assurances

La Commune reconnaît :

- Avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités réalisées dans le cadre du fonctionnement du service de restauration. Cette police porte le n°....., et a été souscrite auprès de

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières (notamment le plan de maîtrise sanitaire), et s'engage à les appliquer et à les faire respecter par les personnels communaux.

Titre VI - MODIFICATIONS RESILIATION RECONDUCTION

Article 16 : Modification

Une modification de la convention ne pourra se faire qu'après accord des parties signataires par le biais d'un avenant.

Article 17 : Résiliation

La présente convention peut être dénoncée :

- Par le Département, la Commune ou le Chef d'établissement, à tout moment, avec préavis de deux mois, notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en cas de non-respect des obligations contractuelles.

Article 18 : Reconduction

La présente convention pourra être prorogée par avenant afin d'assurer la continuité du service.

Article 19 : Règlements des litiges

Tout litige dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention relèvera, à défaut d'accord amiable, qui devra être préalablement recherché, de la compétence du Tribunal Administratif de LYON.

Fait en 3 exemplaires à _____, le

Le Président du Conseil
Départemental,

La Principale du Collège
Alex Mezenc

Le Maire de la Commune de
Le Pouzin,

**Nombre de
membres :**
en exercice : 23
présents : 19
votants : 22**Date de la
convocation :**
7 février 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE ORDINAIRE DU 13 FEVRIER 2023

Délibération N° 20230213-08

Le **treize février deux mille vingt-trois**, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire, à 19 heures 30, à l'hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Christophe VIGNAL, Maire.

Etaient présents :

Christophe VIGNAL - Marielle DURAND - Gilbert MOULIN - Valérie DUPRE - Dominique GERARD - Pascal RUEL - Cécile MARTIN - Jean Marc FEOUGIER - Patrick HAOND - Fabien FERRIER - Christelle ARNOL - Luc MESEGUER - Cécile FAURE - Sébastien CASADO - Guillaume SARTRE - Vasilica POPA - Amélie PERRIN - Annabelle MOCQUARD - Angélique MEGNANT

Etaient excusés et avaient donné procuration : Gérard AMBERT à Fabien FERRIER - Pauline MANEVAL à Luc MESEGUER - Myriam SALHI à Christophe VIGNAL - Valérie MOULIN à Christelle ARNOL

Secrétaire de séance :

Cécile MARTIN

AVIS POUR LA REALISATION DES ETUDES DE FAISABILITE ET D'IMPACT DANS LE CADRE D'UN PROJET PHOTOVOLTAÏQUE

88/environnement

Mr le Maire informe les membres du Conseil que la société CEVENNES ENERGY souhaite étudier la faisabilité d'un parc photovoltaïque sur les communes de Rompon, Le Pouzin et Saint Julien en Saint Alban sur des terrains privés du plateau des Grads.

Mr le Maire présente une notice d'information, jointe à la présente délibération, préparée par la société CEVENNES ENERGY.

CEVENNES ENERGY souhaite connaître l'avis du Conseil Municipal concernant la réalisation par la société d'études de faisabilité préalables nécessaires à une éventuelle réalisation du projet et notamment les inventaires pour la rédaction de la future étude d'impact en ce début d'année 2023.

Il vous est proposé de vous prononcer sur la validation de principe pour le lancement des études de faisabilité.

Mme Marielle DURAND ne prend pas part au vote.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré (20 pour, 0 contre, 2 abstentions) :

- **Donne** un avis favorable pour la réalisation d'études de faisabilité sur les parcelles privées sur la commune du POUZIN.

*Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Le registre est signé par les membres présents,*

Le Maire,

Christophe VIGNAL



**Délibération rendue
exécutoire après :**
Transmission en Préfecture
le : 15/02/2023
Affichage le : 15/02/2023

Notice d'Information

PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE

SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DU POUZIN

*Cette notice d'information à vocation à être communiquée aux conseillers municipaux avec leur convocation, **cinq (5) jours avant la séance**, conformément à l'article L.2121-12 du code général des collectivités territoriales*

INFORMATION n° 1 : L'ESSENTIEL D'UN PROJET PHOTOVOLTAIQUE

Il vous est proposé de vous prononcer sur la validation de principe pour le lancement des études de faisabilité d'un projet photovoltaïque. Il est donc important que vous soyez informé(e) de ce qu'un tel projet signifie.

POUR L'ESSENTIEL : un projet photovoltaïque est long et difficile à mener de l'idée d'origine jusqu'à la possibilité de le réaliser effectivement. Néanmoins, si ce projet réussit, il est ensuite exploité sur une durée de VINGT-CINQ à CINQUANTE-CINQ années.

PRINCIPALES PHASES :

1. Phase de développement :
 - Concertation préalable des élus de votre territoire
 - Acceptation des propriétaires fonciers (et exploitants) pouvant être concernés
 - Etudes préalables au dépôt du permis de construire
 - Instruction de la demande
 - Obtention du permis de construire

2. Phase opérationnelle :
 - Réitération des engagements fonciers par acte notarié
 - Ouverture de chantier et construction
 - Mise en service de la centrale photovoltaïque et inauguration
 - Exploitation de la centrale photovoltaïque
 - Démantèlement de la centrale photovoltaïque

GENERALITES :

Un parc photovoltaïque est composé :

- de plusieurs séries de panneaux, qui reposent sur des structures fixes sur des pieux battus,
- d'un réseau électrique composé de câbles enterrés et comprenant un ou plusieurs poste(s) de livraison, par lesquels transite l'électricité produite avant d'être livrée sur le réseau public d'électricité,
- d'équipements de lutte contre l'incendie
- d'un ensemble de chemins d'accès.



PRESENTATION ET HISTORIQUE DU PROJET :

Une zone géographique, appelée « Le Plateau des Grads » a été étudié dès le début de l'année 2022 sur trois communes : Le Pouzin, Rompon et Saint Julien en Saint Alban.

Les propriétaires fonciers ont été rencontrés et ont donné leur accord pour le lancement des études sur leurs parcelles ainsi que la contractualisation de promesses de bail emphytéotique.

Les trois communes concernées ont été rencontrées pour présenter le projet qui est mené en partenariat avec la SEML Energie Rhône Vallée.

La société CEVENNES ENERGY souhaite lancer les inventaires pour la rédaction de la future étude d'impact en ce début d'année 2023. Cette étude d'impact sera annexée aux demandes de Permis de Construire dont les instructions seront assurées par le Préfet.

L'aire d'étude définie par le bureau d'étude contient : La Zone d'implantation potentielle, où le projet pourrait être envisagé, selon des critères techniques et réglementaires et une aire d'étude élargie pour voir le projet dans son environnement et permettre l'optimisation de celui-ci.

*

Contact : pour toute question, vous pouvez contacter

Monsieur BARTHELEMY Ivan, Directeur Général Cévennes Energy
Ivan.barthelemy@cevennes-energy.fr

Madame MISTOU Laurine, Chef de projet Cévennes Energy
laurine.mistou@cevennes-energy.fr

Monsieur Hervé COULMONT, Président de la SEML Energie Rhône Vallée
hcoulmont@energierhonevallee.com

Monsieur le Maire, Christophe VIGNAL